

# PRO FRIBOURG

N° 10 - Avril 1969

Trimestriel



*Les quartiers anciens, pour quoi faire ?*

## Notre couverture:

Stratigraphie d'une ville, Fribourg: au premier plan, la couche inférieure: la structure communautaire de l'organisme médiéval; au second plan, la couche médiane: la non-structure individualiste de l'éclectisme bourgeois XIX<sup>e</sup> siècle; au dernier plan, la couche supérieure: la structure collective du non-organisme moderne. (photo Benedikt Rast, Fribourg).

## En bref:

**Assemblée générale de Pro Fribourg:** s'est tenue le 12 février, en présence de M. le Syndic Lucien Nussbaumer, de M. le Conseiller communal Fernand Aebischer, de M. le Chanoine Albert Moser et de M. Paul Morel, Président de l'Association des Intérêts de l'Auge.

Le Comité renouvelé se compose de MM. Georges Monney, président; Gérard Bourgarel, secrétaire; Mme Gertrude Chablais, Mlle Christiane Devaud, MM. Carlo Mooser (jeunes de l'Auge), René Sudan (groupe cinéma), Max Jendly (liaison avec le Théâtre au Stalden), Michel Colliard, Jean Pythoud et Michel Jordan. Mlle Danièle Fasel et M. Georges Thibaut sont nommés vérificateurs des comptes 1969.

Il est fait état des résultats de l'enquête-participation: M. le Syndic déclare que cette enquête est une base de travail et que le Conseil communal est conscient de la nécessité d'apporter une solution au problème du logement dans les quartiers de l'Auge et de La Neuveville.

**Rapport financier:** Le nombre de nos membres a augmenté en 1968, passant de 480 à 530. Les cotisations se sont élevées à Fr. 6415.-, sur un total de recettes de Fr. 9839,65. L'exercice se terminant à fin novembre, laisse apparaître un bénéfice de Fr. 1941,20. L'année 1969 étant très chargée (parution de l'enquête, congrès Civitas Nostra, etc.) une augmentation des cotisations de Fr. 10.- à Fr. 12.- (de soutien: de Fr. 20.- à Fr. 24.-) est soumise à l'Assemblée qui l'accepte.

**Bulletin enquête-participation:** ce bulletin, tiré à 5000 exemplaires, avec illustrations en couleurs (grâce à l'Imprimerie Fragnière) a soulevé un très large intérêt: nous avons ainsi recensé 42 articles sur l'enquête de l'Auge dans la presse suisse (tirage total de près d'un million d'exemplaires) et cela nous a valu une cinquantaine de nouvelles adhésions.

L'Assemblée générale des Intérêts de l'Auge, le 25 avril à 20 h. 15, au Café des Tanneurs, sera consacrée aux conclusions pratiques à apporter à l'enquête-participation.

Plus de 300 de nos membres ont réglé leur cotisation 1969 à la suite de notre dernier bulletin: qu'ils en soient remerciés. Que ceux qui trouveront un bulletin vert joint à ce présent cahier, veuillent bien s'acquitter à leur tour de leur cotisation:

Allez-nous à franchir cette nouvelle étape!



## PRO FRIBOURG

Secrétariat:

Stalden 14, 1700 Fribourg

Cotisation:

(donnant droit à l'envoi du Bulletin)

Ordinaire, 12 fr.; de soutien, 24 fr.

Etudiants, habitants des quartiers anciens  
(Auge - Neuveville - Bourg): 50% de réduction.

C.C.P. 17 - 6883 1700 Fribourg

Tirage 2500 exemplaires

Imprimerie Fragnière S. A., Fribourg

## Editorial

Jeudi 1<sup>er</sup> mai, s'ouvre dans notre ville le congrès international de la fédération CIVITAS NOSTRA, sur le thème «les quartiers anciens, pour quoi faire?». Notre présent bulletin est donc une introduction au travail de réflexion et de synthèse de ce colloque.

Le congrès CIVITAS NOSTRA a pour but d'orienter les efforts de sauvegarde des ensembles anciens dans le sens d'une création continue, replaçant l'homme au centre des préoccupations, à l'encontre des tendances à faire des quartiers anciens des objets de musée vidés de leur substance.

Ce congrès donnera une nouvelle impulsion à nos efforts sur le plan local, précisément au moment où va entrer en application le règlement de construction de la vieille ville et où on aborde les conclusions pratiques à donner à l'enquête-participation du quartier de l'Auge.

Faire passer les hommes avant les pierres, cela signifie que les habitants des quartiers anciens ne doivent pas être impuissants face à une évolution plus ou moins dirigée d'en haut ni oubliés lors de transformations imposées de l'extérieur: ils doivent avoir la possibilité de prendre en mains l'avenir de leur cadre de vie.

C'est dire que nous n'allons pas présenter aux congressistes une image artificielle de nos quartiers anciens, mais bien plutôt, avec les habitants, leur donner le contact avec la vie des gens, la vie des choses, le passé et le présent rejoints, la réalité quotidiennement vécue.

Pour la réussite de ce congrès, nous lançons un appel urgent à nos membres, à nos lecteurs. Recevoir 100 à 200 délégués européens, canadiens et marocains, organiser un tel colloque, cela dépasse les forces du petit noyau d'animateurs de notre mouvement. Nous avons besoin de votre aide pour renforcer notre équipe, assurer le secrétariat durant les deux jours de travaux du congrès, loger gratuitement de jeunes participants. Nous donnons à la fin de ce cahier, des indications pratiques et le programme du congrès. Nous vous convions à une séance d'orientation le 24 avril au soir à notre secrétariat.

Joignez vous à nous pour souhaiter, et assurer surtout, à nos visiteurs,

la bienvenue à Fribourg.

**Séances d'orientation sur le congrès:**

**jeudi 24 et lundi 28 avril, à 20 h. 15, à notre secrétariat, Stalden 14, 1<sup>er</sup> étage.**

# L'intervention en milieu urbain historique:

## Quelques réflexions à bâtons rompus

*Nous avons demandé à M. le Professeur André Corboz de nous faire part de ses réflexions en introduction aux travaux de la Commission III du congrès, laquelle groupera des architectes et des urbanistes appelés à répondre à la question: Les quartiers anciens peuvent-ils être un élément de l'urbanisme de demain?*

*André Corboz est Professeur à l'École d'Architecture de l'Université de Montréal, où il enseigne l'histoire de l'urbanisme et de l'architecture. Il est l'auteur de l'ouvrage «Invention de Carouge 1772-1792» paru voici quelques mois aux Editions Payot de Lausanne, d'une richesse exceptionnelle et donnant toute sa signification à cette création de l'urbanisme du XVIII<sup>e</sup> siècle. André Corboz nous a été un appui constant depuis la Fondation de Pro Fribourg et participera au Congrès de CIVITAS NOSTRA.*

On défend toujours la dernière ou l'avant-dernière image des lieux que l'on habite: généralement, celle dans laquelle on a grandi. Mais la plupart des édifices qui nous tiennent à cœur ont été des actes de rupture. Du point de vue de la vitalisation du paysage, le Pont du Gard est un objet prodigieux, mais qui sait si quelque Nimois n'a pas protesté contre ce qu'il tenait pour le saccage d'un site charmant? Sur le profil menu des cités romanes, l'apparition démesurée de la cathédrale gothique brise l'échelle urbaine pour instaurer une hiérarchie nouvelle.

L'homme est toujours intervenu dans son propre milieu, avec les moyens de son époque, en altérant le champ des relations spatiales à l'intérieur de son environnement. A l'échelle macroscopique, mais aussi — c'est même le cas le plus fréquent — à l'échelle de la cellule, de chacun des éléments qui composent le tissu urbain. Berne est une ville baroque sur un plan du XII<sup>e</sup> siècle. Selon cette loi de persistance du plan, les cellules mortes ou vieillies sont remplacées sans que la structure générale subisse de modification profonde. A chaque époque, l'architecture contemporaine construit dans son propre langage à l'intérieur de la structure léguée par les âges et parmi des édifices relevant d'autres conceptions.

### Cassure ou continuité?

Jusqu'ici, l'accord se fait entre les spécialistes. Qui se divisent aussitôt en deux groupes: les uns prétendent que «tout a changé», les autres que la continuité subsiste entre l'architecture du passé et la moderne.

Pour les premiers, une cassure se serait produite au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'intérieur même de l'esprit humain. L'humanité aurait en quelque sorte changé de palier, franchissant une étape aussi importante que celle dont nous sommes redevables aux Hébreux, qui passèrent du temps cyclique au temps linéaire: la philosophie des Lumières nous a fourni la conscience historique. Avant cette mutation, le rapport avec les époques antérieures était direct (actif et créatif: justifiant la destruction physique des monuments, remplacés par d'autres estimés équivalents). Il est devenu médiat et réfléchi.

A cette cause de fond s'en ajoutent beaucoup d'autres. La révolution industrielle (qui a entraîné une fracture irrémédiable au sein des villes, dont les exigences, les dimensions et les moyens ont changé), la nouvelle conception du temps et de l'espace (pensons à la relativité einsteinienne, aux géométries non euclidiennes comme à

la révolution cubiste, qui ont radicalement altéré notre perception du milieu et modifié nos schémas d'action), les nouveaux matériaux (verre, acier, aluminium et bientôt les plastiques), tout cela rendrait monstrueux l'accouplement du nouveau et de l'ancien.

D'où diverses attitudes: l'idéal de certains est de bloquer toute évolution, de mettre les quartiers anciens en état d'hibernation — mais c'est les conduire à la ruine économique («classer, c'est déclasser»), sans compter que les ensembles artificiellement «congelés» persistent quand même à se modifier. D'autres proposent des solutions tout aussi catastrophiques, comme le pastiche (ruine de la substance même de la ville), la ville-musée (ruine sociologique, par la disparition de la raison d'être de la cité), les quartiers de prestige (ruine fonctionnelle: on injecte dans un ensemble des fonctions frivoles, commerces de luxe, antiquaires, night-clubs, hôtels raffinés, clubs de sociétés, etc., c'est-à-dire, tout sauf une population).

A l'extrême opposé se situe la solution qui refuse les conséquences de la conscience historique et réfute toute théorie d'acclimatation de l'architecture moderne dans les ensembles anciens en revendiquant pour l'architecture moderne une liberté totale d'action: «la meilleure intégration, c'est de ne pas essayer d'intégrer du tout». Idées polémiques, stimulantes, mais qui supposent des architectes géniaux et font sans le vouloir le jeu de la spéculation immobilière.

Entre la non-intervention absolue (illusoire, puisque défendre et protéger impliquent une action) et l'exhibitionnisme architectural s'étend une zone où le patrimoine ne s'identifie pas à une intimidation et où l'apport nouveau peut ne pas entraîner d'effet rétroactif désastreux sur le milieu ancien: en fait, la zone, très vaste, où se situent la plupart des problèmes concrets d'intervention.

Et, dans ce domaine, on peut constater qu'il existe un certain nombre de réussites, même si la multiplicité des obstacles théoriques les rendent d'abord improbables. Il en va de l'insertion de l'architecture moderne dans le milieu ancien comme de la

poésie, dont on peut poser en principe qu'elle est intraduisible, tout en devant constater de nombreuses exceptions qui infirment cette prémisse.

## Le cadre de l'intervention

Mais plutôt que d'énumérer des exemples, toujours contingents, ou de dresser la liste des interdictions d'agir, vite périmée, peut-être serait-il préférable d'esquisser le cadre de l'intervention. Le premier principe, c'est que toute intervention doit être pensée comme un phénomène d'interaction: l'intervention isolée, de détail, est un leurre. Ensuite, toute intervention peut être pensée comme une action sur une fonction ou un groupe de fonctions et à ce titre il importe de s'arrêter sur cette notion.

On a observé que la ville moderne souffrait d'un excès de fonctions, alors que ses quartiers anciens ne possédaient, le plus souvent, que des fonctions anémiées. Ce déséquilibre, cause du dépérissement matériel et social des centres historiques, doit être corrigé. L'instrument de promotion s'appelle plan directeur. Une analyse prospective bien conduite et des options étrangères aux intérêts particuliers devraient permettre de réintroduire ou d'introduire des fonctions dans un tissu donné — opération délicatissime, car il faut préalablement déterminer ce que ce tissu peut absorber. (On a observé que les fonctions modernes souffrent souvent d'un excès dimensionnel qui les rend inaptés à s'installer dans la cité ancienne: dans ce cas, la faute n'est pas à l'architecture, mais au programme qu'elle incarne; dans les villes possédant un métro, on pourrait envisager la création d'équipements en sous-sol, liés aux stations situées dans les quartiers historiques.

La nature des activités importe, mais peut-être moins que leur durée: beaucoup de fonctions s'exercent à court ou à moyen terme. Il serait donc souhaitable que les interventions qui les incarnent ne soient pas d'une évidence trop pesante et portent le signe de leur caractère provisoire, ce qui permet au sentiment commun de les assi-



miler plus aisément. Nos successeurs devront un jour défaire notre travail pour en adapter l'enveloppe à d'autres usages: ne leur rendons pas la tâche trop difficile et limitons l'irréremédiable au strict nécessaire: la fonction vieillit plus vite que la forme. La «visibilité» d'une intervention devrait donc être en raison inverse de sa durée.

Mais la planification ne suffit pas et l'assignation au milieu ancien de fonctions convenables paraît encore à certains trop simpliste: une enquête historique devrait d'abord établir quelles sont les structures (au sens d'«ensemble des relations existant entre les éléments d'un ensemble») encore utilisables dans un milieu donné. Qu'est-ce à dire?

L'intervention au niveau des fonctions n'était encore que synchronique, à savoir fondée sur les conditions actuelles d'une cité déterminée. Pour dégager une direction et fournir des directives en vue des cas particuliers d'intervention, du mot à mot de la réalisation, il y a lieu de penser diachroniquement, c'est-à-dire de dégager une évolution. Construire en milieu ancien implique «une interprétation des constantes formelles qui, dans toute ville ayant une forme cohérente, sont repérables avec un exercice critique historiquement fondé — ce qui n'aliène pas la liberté créatrice de l'architecte comme le prétendait un mythe romantique» (Bettini).

## Une notion nouvelle: l'environnement

Nous en arrivons ainsi à une idée nouvelle sur la nature de l'intervention. A la limite, ce qu'il convient de conserver, c'est un certain champ de relations plutôt qu'une collection d'individus architectoniques — et ceci forme le second principe. Je sais que l'idée est dangereuse, parce que formulée dans ces termes, elle est vague et permet, si l'on est de mauvaise foi, de tout détruire en prétendant tout conserver — de même que l'idée des constantes formelles semble avaliser le pastiche (Venise interdit le palais Masieri, de Wright, mais tolère la multiplication des pastiches néo-gothiques les plus nauséabonds). La constante formelle doit plutôt s'interpréter comme Samonà l'a fait (ou pourrait l'avoir fait) à S. Simeon Piccolo, où l'analyse de Canaletto se retrouve dans un bâtiment rigoureusement contemporain.

Ce champ de relations, c'est une notion nouvelle, le point le plus actuel où convergent architectes, urbanistes, designers, paysagistes: la notion d'environnement. L'environnement est un système de relations englobant l'ensemble des facteurs qui affectent un objet ou un sujet donné. Par exemple, l'environnement d'un élève en classe est constitué de facteurs pédagogiques, comme le contenu et les méthodes de

---

### Nos illustrations:

*L'analyse graphique de Canaletto révèle, à droite de l'église, une composition par bandes superposées et rythme impair de la fenestration, le même qui apparaît dans l'immeuble moderne, parfaitement inséré presque au même endroit sans rien renier du langage contemporain. Peut-être n'y a-t-il qu'une coïncidence entre ces deux images et que l'architecte d'aujourd'hui s'est borné à interpréter, excellentement, les «constantes formelles» de ce site vénitien. Mais dans l'approche d'un tel problème d'insertion, le matériel iconographique d'une ville fournit une base précieuse à l'exercice critique historiquement fondé» (Bettini).*



▲ Dessin de Canaletto, vers 1740. «San Simeone Piccolo», à Venise; dessin à la plume; Windsor, collection royale.

▼ Immeuble de Giuseppe Samonà aux Fondamenta S. Simeone Piccolo, vers 1960 (photo: by courtesy of P. M. Lugli).



l'enseignement, de facteurs physiques, comme le bruit, la lumière, le volume, la température, les couleurs, etc., de facteurs sociaux, comme la structure du groupe formé par la classe, etc.

Dans cette optique, la définition d'un quartier ancien peut paraître tautologique — mais elle permet de récupérer sa valeur essentielle: la fonction des quartiers anciens est d'être des quartiers anciens. Cela signifie que l'ensemble des facteurs qui le constituent offre un type d'environnement irremplaçable, qui est la présence tangible du monde de la mémoire et de la continuité. Sa valeur essentielle se situe alors au niveau de l'éducation de la sensibilité. Pour que ce rôle soit réel, pastiche, musée et prestige doivent être bannis comme solution dans la plupart des cas.

La composition sociologique devient l'un des facteurs constitutifs du phénomène, et non un mal nécessaire. Peut-être est-il alors possible de répondre à l'une des plus récentes objections de fond adressée à la conservation des milieux historiques: à quel titre conserver un ensemble historique si l'on y constate des troubles de fonctionnement, s'il n'adhère plus aux intérêts actuels, si l'on tait ou nie sa valeur symbolique et si l'on ne s'accorde pas sur la valeur esthétique de ses divers composants? La notion de valeur d'environnement, à la fois globale et stratifiée, capable de polariser tous les aspects du problème pourrait fournir, au moins, un commencement de réponse.

André Corboz

---

## Bibliographie

Leonardo Benevolo, *Il futuro dei centri storici*, in: *Differenze*, n° 4/1964, Argalia Editore, Urbino 1964.

Bruno Zevi, *Contro ogni teoria dell'ambientamento*, in: *L'architettura*, août 1965.

Giancarlo De Carlo, *Urbino, la storia di una città e il piano della sua evoluzione urbanistica*, Marsilio Editori, Padoue 1966.

Gianfranco Spagnesi, *Il problema dei centri antichi ed il rapporto tra antico e nuovo*, in: *Dibattito urbanistico*, mai-juin 1966.

Piero Maria Lugli, *Proposte metodologiche per la difesa della continuità storica dell'ambiente*, in: *«Storia e cultura della città italiana»*, Laterza, Bari 1967.

Cesare Brandi, *L'inserzione del nuovo nel vecchio*, in: *«Struttura e architettura»*, Einaudi, Turin 1967.

Roberto Pane, *Attualità dell'ambiente antico*, La Nuova Italia, Florence 1967.

Renato de Fusco, *Antico e nuovo nella cultura di massa*, in: *«Architettura come mass medium»*, Dedalo Libri, Bari 1967.

Divers auteurs, *L'incontro fra antico e nuovo*, in: *Casabella*, n° 314/1967.



## BONNES FEUILLES

*Le quartier des Grottes à Genève, situé derrière la Gare, est, à première vue, le type même du quartier vétuste voué à la pioche des démolisseurs. Construit au 19<sup>e</sup> siècle, le quartier compte 74% de logements sans chauffage central, 52% sans salle de bains et 22% sans W.C. intérieurs. On ne peut cependant réduire les Grottes à ces seuls chiffres, 3500 habitants y vivent, à proximité du centre de la ville et de leur lieu de travail, le quartier a son atmosphère propre, tout un réseau de relations humaines. C'est le mérite de l'enquête menée par quatre étudiants en sociologie de l'Université de Genève, que d'avoir fait connaître les données humaines du problème.*

*Cette étude, intitulée «Les structures urbaines et la participation», est précédée d'une introduction très dense ayant pour but de déterminer dans quel cadre théorique actuel et à quel stade de la problématique ce travail s'insère. Nous jugeons utile d'extraire de ce document de travail deux passages qui peuvent fournir d'intéressants sujets de réflexion à la veille du congrès CIVITAS NOSTRA. Nous remercions leurs auteurs, Mademoiselle Line Krieger, Messieurs Carlos Castro-Almeida, Antonio Morais-Barreto et Philippe de Rham, de nous en avoir donné l'autorisation.*

### Les caractéristiques du quartier

Il n'existe pas de quartier modèle et même les caractéristiques essentielles, à un moment donné, peuvent subir une évolution et, plus tard, ne plus correspondre à une réalité. L'impossibilité de donner une définition générique d'un quartier n'est pas une difficulté théorique, elle reflète la réalité: il n'existe pas de quartier générique.

En plus, une définition descriptive n'a pas d'intérêt: il faudrait une vision sociologique critique qui saisisse ce qu'est et ce que fut la réalité du quartier et qui montre par rapport à quoi les tendances actuelles du développement du tissu urbain conduisent à la destruction.

Nous préférons ainsi énumérer les principales caractéristiques du quartier plutôt que céder aux prétentions quelque peu «académiques» et proposer une définition.

a) **Unité spatiale et morphologique:** c'est l'élément premier; il définit non seulement la fixation au sol d'un groupement, mais aussi il implique, par rapport à l'ensemble du tissu urbain, une certaine différenciation et une unité interne.

b) **Taille réduite, c'est-à-dire, taille d'un groupement.** Comme critère concret, on pourrait parler de la possibilité de le parcourir à pied: il s'agit de l'échelle du piéton, celle qui établit des contacts personnalisés et des échanges non «médiatisés» par la machine (véhicules) et qui ne soient pas fonction d'un phénomène accidentel et automatisé: la circulation automobile.

c) **Relations organiques avec les autres parties ou unités (quartiers) de l'espace urbain.** Il ne s'agit pas en effet d'un «isolat»; cette notion de partie organique d'un tout est également une condition pour que l'on puisse parler de quartier. Les liens organiques doivent être compris dans une optique morphologique (intégration matérielle, facilité de communications, absence de coupures absolues) et dans une perspective sociale (échanges, liens fonctionnels et politiques, interliasons, etc.).

d) **Existence d'équipements collectifs et d'équipements commerciaux propres.** Ces éléments, apportant avec eux des facteurs de diversification des activités et des relations sociales (consommation, manifestations culturelles, loisirs, repos, points de rencontre) contribuent au renforcement de l'unité de groupement, à son individualisation par rapport à la ville et à la diversification des relations internes.

e) **Plurifonctionnalité et équilibre interne des activités**; celle-ci se définit, a contrario, par l'absence de spécialisation fonctionnelle (habitat ou travail) ou de concentration d'une seule activité (administration ou industrie lourde ou tourisme). Ce facteur, avec le précédent, est essentiel pour la création d'une «vie entière» dans le quartier<sup>1)</sup> et pour la structuration des relations sociales plus intenses et à divers niveaux; cette vie «entière» évite au quartier sa mise en dépendance des rythmes sociaux, extérieurs et entrecoupés (horaires de travail, heures de pointe, moments de loisirs, saisons touristiques, etc.).

f) **Prise en charge du quartier par la population elle-même**, c'est-à-dire participation des habitants aux activités collectives, à la vie des organisations propres et au développement interne du quartier. «C'est dans la mesure où les habitants d'un quartier ont la charge et la responsabilité des services collectifs que les fonctions du quartier ne sont pas exercées de façon instrumentale et mécanique. Le pur technicisme abolit la communauté. (...) La centralisation bureaucratique totale et l'organisation à distance des services locaux entraînent de graves perturbations.» A ces notes de R. Ledrut<sup>2)</sup>, nous ajoutons qu'il ne s'agit pas, en notre opinion, de «services» dans sa conception stricte, mais que ces domaines «sous le responsabilité et à la charge des habitants» doivent être élargis et embrasser, de diverses manières et selon les cas, l'aménagement même du quartier et de ses relations avec la ville (et les autres quartiers). Cette prise en charge signifie, en termes plus corrects, responsabilité et action communes, véritable affirmation d'une unité et d'une conscience collective.

Seul, l'ensemble de ces éléments, comme nous avons eu l'occasion de le constater tout au long de leur énumération, peut définir la réalité collective d'un quartier qui ne saurait être basée exclusivement soit sur un cadre morphologique, soit sur un ensemble d'équipements commerciaux propres, soit sur sa taille réduite. Un quartier ne se limite pas ainsi à «un simple système de rapports sociaux primaires et informels», ni à une somme de voisinages; il implique des phénomènes tels qu'une conscience collective, une unité socio-morphologique, une personnalité propre, une vie sociale interne et diversifiée, ainsi que des relations organiques avec d'autres groupements.

<sup>1)</sup> Il faut entendre cette notion de «vie entière» dans ce sens que les différents aspects de la vie sociale - ses multiples activités et dimensions y soient présentes, ne créant pas, par conséquent, des coupures dans le déroulement normal de la vie quotidienne. Il ne s'agit donc pas d'un isolat autonome dans lequel tout le monde habite, travaille, consomme, etc... Bien au contraire, cette «vie entière» permet une multiplication des échanges avec l'extérieur, à tous moments et pour différents motifs.

<sup>2)</sup> R. Ledrut in «Sociologie urbaine», P.U.F., 1968.



## De la participation

Dans l'ensemble, le but (des classes dominantes)... est de créer et développer un instrument de production ainsi que d'organiser la société en fonction des exigences de la productivité et de la rentabilité.<sup>1)</sup>

Que ce soit dans les bureaux d'architectes, dans ceux des financiers-promoteurs, ou dans ceux des autorités municipales et nationales, la pratique urbanistique obéit, pour la plupart des cas, aux critères énoncés et ne tient pas compte des besoins des habitants lorsqu'ils sont exprimés ou, si tel n'est pas le cas, ne s'associe pas aux habitants afin de pouvoir décider ensemble de leur cadre de vie. «Le développement urbain, actuellement, semble être le résultat d'une situation qui inclut les hommes et non pas le résultat d'options et conceptions élaborées pour et par les hommes.»<sup>2)</sup>

Ils y sont inclus soit à titre de facteur de production (réserve de main-d'œuvre), soit à titre de consommateurs.

A ce sujet, il est intéressant de reprendre un problème déjà abordé, celui d'une relative incompatibilité entre l'urbanisme pratique et la «critique radicale» des urbanistes. Leurs modèles ne se trouvent réalisés que rarement et en tout cas partiellement. Par exemple, les «options et conceptions élaborées pour les hommes» par Le Corbusier et qui pourraient contribuer à un accroissement du bien-être (insonorisation, appartements spacieux et aérés, non entassement des habitants, élimination de la contrainte circulation, élimination des inconforts du bruit, des odeurs, de la pollution, etc.), ces options, disions-nous, ne sont pas généralement suivies. Seules celles convergeant avec les intérêts en jeu (productivité et rentabilité), telles la standardisation, la séparation et la ségrégation des activités, ont eu une application concrète et sont désormais acquises, en prenant forme de normes et orientations. Marcel Cornu<sup>3)</sup> a subtilement saisi cette incompatibilité: «Les modèles de vie restent dans une certaine mesure des vues de l'esprit, des idées de cabinet. Ils ne sont pas en prise directe avec la réalité. Laquelle leur joue de bien vilains tours. Une fois passée par la bétonnière sociale, les «modèles» ont plutôt piteuse figure. Allez reconnaître les conceptions de la Charte d'Athènes dans les grands ensembles des années 50. Et voyez l'urbanisme des vingt banques associées.» Cette non-acceptation des modèles s'explique en partie par la médiocre efficacité pratique de la pensée urbanistique, mais aussi parce que ceux-ci présentent des aspects non-immédiatement rentables. Ce serait trop cher de tout insonoriser, de faire plus confortable et plus spacieux et, en plus, la masse des consommateurs ne pourrait peut-être pas payer entièrement ces avantages, que les producteurs ne sauraient supporter eux-mêmes.

En revenant, une fois de plus, à notre thème concret, nous comprenons mieux que l'ensemble de nos réflexions ne sont marginales qu'apparemment. En effet, l'urbanisme est d'abord autoritaire dans son contenu, dans ses critères et dans ses objectifs. On définit un «art de vivre», on impose un cadre de vie par le type d'urbanisme pratiqué. Le rôle social de l'urbanisme se traduit par son action effective sur l'évolution de la civilisation. Les urbanistes se considèrent volontiers comme des ingénieurs de la culture humaine. En accentuant les déséquilibres, les ségrégations sociales et la spécialisation; en produisant pour la rentabilité; en «sur-parcellisant» la vie quotidienne (en même temps que le travail), l'urbanisme actuel, les urbanistes actuels accentuent les rapports d'autorité, placent davantage les consommateurs exécutants dans une position de passivité et de subordination.

<sup>1)</sup> Il existe d'autres facteurs, liés à la création et à l'organisation urbanistique mais, quoique importants, nous les considérons comme secondaires, ou alors, nous pensons qu'ils s'expliquent en partie en fonction de ceux que nous venons de souligner. Il s'agit des aspects culturels et esthétiques qui, jouant véritablement un rôle que l'on ne saurait sous-estimer, ne suffisent cependant pour comprendre les structures urbaines et leurs fonctions. Il ne faut cependant pas croire que ces facteurs culturels sont extérieurs au processus que nous avons caractérisé. Ils s'intègrent dans les idéologies des classes sociales (pensée sociocentrique) et sont en relation très étroite avec le rôle joué par celles-ci et leur position dans la société.

<sup>2)</sup> J.L. Sublleau, «Essai de synthèse» Urbanisme, N° 93/1966.

<sup>3)</sup> Marcel Cornu, «Qui fait l'urbanisme?», in La Pensée, N° 137, Paris 1968.

Si le contenu et les orientations sont de classe et autoritaires, il est évident que la forme d'action cohérente l'est aussi. C'est là le deuxième aspect touchant immédiatement à notre thème. Cet urbanisme, qui inclut les hommes, est élaboré et conçu en dehors d'eux, dans la mesure où il ne se destine à eux que sous le rapport producteur-consommateur. Dans les bureaux d'architectes et de l'administration, on manie volontiers les milliers de personnes comme on manie des matériaux de construction, des kilomètres de route ou des services de voirie. Avec une différence cependant: on sait tout des derniers, on ne connaît rien des premiers. L'homme est universalisé et rendu abstrait, réduit à quelques fonctions (dormir, manger, se déplacer, travailler et se récréer) et l'on essaie de quantifier pour répondre en termes de dépenses, coût de production, budget, amortissements et loyers futurs. «On découpe l'homme en compartiments spéciaux, on analyse les besoins fondamentaux et on tente de les satisfaire séparément par des techniques spécialisées. On ne prend presque jamais en considération l'unité humaine.»<sup>1)</sup> Et on ne considère pas non plus que l'on a affaire à des collectivités-sujets et non pas à des objets; «... on traite de façon instrumentale et mécanique la ville.»<sup>2)</sup> Pis encore, on déduit les besoins, on crée des hommes abstraits, on stylise des comportements et on les impose. Les grandes opérations d'urbanisme se font généralement sans que l'on se pose beaucoup de questions sur les personnes que l'on déloge, celles que l'on reloge, leur comportement et leurs opinions. L'Etat s'en occupe, administrativement (voirie, circulation, transports publics), les constructeurs, financièrement (dépenses, recettes, amortissements).

Les collectivités ne participent aucunement à l'élaboration de leur cadre de vie; elles ne le prennent pas en charge. L'urbanisme actuel, comme le travail, déstructure les groupements intermédiaires; il découpe la vie quotidienne. L'individu atomisé, isolé, n'a que la possibilité de s'exprimer seul, sur ses besoins. Mais même cette possibilité disparaît: il ne lui reste que la possibilité de subir, de consommer et surtout de s'adapter rapidement à cette situation. Il devient ainsi «massifié», uniforme et isolé, seul chez lui et seul dans la foule. La distance entre ceux qui élaborent et décident et ceux qui habitent, s'accroît continuellement. Ceci dans deux sens: premièrement, les décisions se prennent de plus en plus «au sommet», en dehors de ceux qui sont concernés; deuxièmement, ceux qui sont concernés ne le sentent et ne l'aperçoivent plus.

Comment peut-on se sentir concerné par des affaires dont on ne saura que les résultats et l'impact sur notre domaine privé et individuel, quand la situation est devenue irréversible? «La politique urbaine apparaît de plus en plus comme la gestion des techniques de satisfaction de besoins communs (nous dirions universels, massifiés et abstraits). L'urbanisme est abandonné aux gestionnaires et aux techniciens.»<sup>3)</sup> L'action de ceux-ci et celle des politiciens réussit parfois à masquer son caractère autoritaire et technocratique et à le justifier par des contraintes techniques, inaccessibles à la masse. L'action des «urbanistes radicaux» était plus cohérente: «Le troupeau se trouvera conduit.»<sup>4)</sup>

Déjà Patrick Geddes<sup>5)</sup> saisissait ces caractéristiques et proclamait en 1915, la «nécessité absolue de réintégrer l'homme concret et complet dans la démarche de planification urbaine»; «les urbanistes sont habitués à penser l'urbanisme en termes de règles et de compas, comme une matière qui doit être élaborée par les seuls ingénieurs et architectes, pour les conseils municipaux».

Cette élaboration «au sommet», ainsi que le monopole de la création et de la décision, apparaît souvent justifié par la complexité des problèmes et leur technicité, qui placeraient l'urbanisme hors de la portée du citoyen et des groupements. Il ne s'agit que de justifications qui masquent la réalité. Effectivement, la participation, la coopération entre groupements sociaux se fait au niveau des options, des objectifs, de l'élaboration, de la coordination des intérêts communs et non pas au niveau des tâches techniques et matérielles.

<sup>1)</sup> R. Ledrut, *op. cit.*

<sup>2)</sup> Le Corbusier, «*Manière de penser l'urbanisme*».

<sup>3)</sup> In «*Cities in evolution*».



En définitive, « la société ne reconnaît la possibilité de créer qu'à certaines catégories (élites) ».<sup>1)</sup>

Ces critiques nous ont permis de situer notre optique et de déterminer notre démarche. Quoique l'objet d'étude soit réduit (un quartier), nous devons y voir une partie (totalité partielle) de multiples processus socio-économiques et politiques.

Le problème de la participation des habitants, lui aussi, doit être placé et étudié dans une optique globale qui, tenant compte des particularités, le saisisse dans l'ensemble des rapports sociaux, de l'évolution du tissu urbain et des conséquences de celui-ci sur les relations sociales.

Notre problème central défini comme celui de la recherche du degré de coopération des différents ensembles sociaux dans leurs rapports, nous pouvons maintenant essayer de mieux concrétiser cette direction de travail en relation avec notre enquête.

Premièrement, nous n'étudierons pas la participation, nous partirons à la découverte des causes de la non-participation. Effectivement, notre expérience vécue, notre analyse de la société ainsi que d'innombrables travaux de sociologie nous permettent de constater que les rapports autoritaires dans les sociétés capitalistes, au niveau des groupements et des classes, priment sur les rapports de coopération. L'abstentionnisme politique, le « désengagement » croissant autant politique que syndical, sont des exemples flagrants du manque de coopération dans les rapports sociaux. Ils ne sont pourtant que des aspects absolument partiels d'une société, auxquels il faudrait ajouter ses structures politiques, ses structures socio-économiques, les différentes classes existantes, leurs rapports et leurs intérêts, etc.

La participation est ainsi définie comme une qualité des relations sociales entre les individus et entre les groupements, et les classes, qualité qui se traduit par le degré de coopération, c'est-à-dire, de coordination des actions des sujets entre eux. C'est donc le manque de coopération et ses causes que nous tâcherons d'analyser en nous situant au niveau des relations sociales dans le quartier et de celui-ci en tant que collectivité avec les autres groupements et la totalité du tissu urbain. Nous pourrions concrétiser cette réflexion en paraphrasant Mumford, lorsqu'il se demande: « Est-ce que la ville aide l'homme à prendre conscience de son rôle historique? » Et sinon, pourquoi? La ville est-elle l'expression de la volonté commune de ses citoyens, cherchant à perfectionner leurs connaissances, à se gouverner eux-mêmes, à tenir leur place dans le monde, à faire leur propre histoire? Ou, par contre, dans une société à haute technologie, la ville n'est-elle qu'un moyen de plus de mise sous contrôle de la masse des habitants par une élite? N'accentue-t-elle pas les déséquilibres et les inégalités? N'est-elle pas un moyen d'appauvrissement des relations sociales et de l'homme lui-même? Ne porte-t-elle pas atteinte à l'unité de la vie et à la diversité sociale?

Poser ces questions n'est certes pas y répondre, mais c'est prendre parti, non pas pour l'élite, non pas pour une sociologie distante et passive qui ne fait que photographier et entériner ce qui est, mais pour une sociologie active et critique qui cherche les moyens et les conditions de l'équilibre, de la coopération et de la démocratie dans cette société à évolution rapide, à haut niveau technologique, à exploitation très considérable des ressources existantes.

---

<sup>1)</sup> Daniel Marco, « Essai de détermination du domaine bâti » Ecole d'Architecture, Genève 1966.



## **Le programme du congrès**

### **Précisions complémentaires:**

**Jeudi 1<sup>er</sup> mai :** réception des participants au secrétariat de PRO FRIBOURG, Stalden 14, 1<sup>er</sup> étage, dès 15 h.

18 h. Conférence de presse (au Stalden 14).

**Vendredi 2 mai :** Séance d'ouverture: Salle du Musée d'Art et d'Histoire, rue Pierre-Aeby 223. (9 h. 30 à 11 h. ).

**Samedi 3 mai :** Séances de travail à l'Aula de l'Université.

Pendant les heures de bureau, tous renseignements auprès de la Société de Développement, Péroilles 3, Tél. 2 11 56.

En dehors des heures de bureau, prière d'appeler le No 11.

*Le quartier de l'Auge sera le lieu de rencontre de nos visiteurs (photo René Bersier, Fribourg) :*



# Congrès international CIVITAS NOSTRA

Fribourg, 1<sup>er</sup> au 4 mai 1969

## Appel à nos lecteurs

Fribourg sera, du 1<sup>er</sup> au 4 mai, le point de rencontre de délégations de plusieurs pays européens, du Canada et du Maroc, venues participer à une large confrontation sur le thème « Les quartiers anciens, pour quoi faire? ».

Parmi elles, nous aurons de nombreux jeunes qui prennent part activement à l'activité de mouvements de sauvegarde. Ils participeront au congrès tout en se retrouvant avec les jeunes de l'Auge associés à ceux de la Maison des Jeunes du Botzet. Il convient d'assurer leur hébergement.

Par ailleurs pour la durée du congrès, nous avons un urgent besoin d'aide pour en assurer la bonne marche.

Aussi nous vous demandons:

1. Si vous pouvez loger l'un de ces jeunes (jeunes gens ou jeunes filles)
  - de bien vouloir nous le faire savoir à l'aide du bulletin d'inscription au congrès, en précisant bien « logement de jeunes » et en indiquant votre numéro de téléphone. Souhaitant de plus que ces jeunes fassent la connaissance de familles fribourgeoises, nous vous prions d'indiquer s'il vous est possible de les recevoir à votre table le vendredi soir.
2. Si vous pouvez participer à l'organisation du congrès, en étant disponible vendredi 2 et samedi 3 mai, durant les séances de travail, pour le secrétariat, réception, etc.
  - de bien vouloir nous le communiquer par écrit à notre secrétariat, Stalden 14, ou par téléphone, durant les heures de bureau, au: 2 70 69.

Nous vous invitons en même temps à participer à l'une des séances d'orientation qui se tiendront jeudi soir 24 avril et lundi soir 28, à 20 h. 15, à notre Secrétariat, Stalden 14, 1<sup>er</sup> étage.

Nous précisons enfin qu'il est possible (et vivement souhaité) que nos membres participent aux séances de travail du congrès. Prière de s'inscrire à l'aide du bulletin annexé.

Les séances de travail du samedi, qui se dérouleront à l'Aula de l'Université, sont publiques.

Aidez-nous à accueillir cordialement nos hôtes.

PRO FRIBOURG

# VOYAGER SANS SOUCI !!!



Billets de chemin de fer, avions, bateaux



Croisières, voyages organisés

Une seule adresse:



**Agence de voyages de la  
Banque Populaire Suisse  
Fribourg**

Avenue de la Gare 4  
Téléphone (037) 2 73 25

**CHANGE** aux meilleures conditions

## TRAVELERS CHEQUES